Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture

BULLETIN TRIMESTRIEL D'INFORMATION

FAO Haïti

Avril – Juin 2017, No. 2

Commémoration de la Journée Mondiale de Lutte contre la désertification et la sécheresse en Haïti

Marche de sensibilisation et lancement de la campagne de reforestation à la localité de Voldrogue, 1ere section communale de Jérémie, Grand'Anse.

Mise en terre symbolique de plantules agroforestières par la Directrice du Ministère de l'Environnement, Mme. Yolette Nicole Altidor, et le Représentant de la FAO en Haïti, Dr. Nathanael Hishamunda.

SOMMAIRE :

- Commémoration de la Journée Mondiale de Lutte contre la désertification et la sécheresse en Haïti.....p.2
- Validation du Plan d'Action de la Politique Semencière Nationale et de l'Avant-Projet de Loi semencière.....p.3
- Création d'un Front Parlementaire contre la Faim en Haïti.....p.3
- Réalisation d'un Atelier national de Communication pour le Développement.....p.4
- Valorisation des filières manioc et arachide dans le Nord-Est d'Haïti.....p.5
- Appui aux groupements de pêcheurs affectés par l'ouragan Matthew dans le Grand Sud....p.6
- Appui à la réalisation de la tournée nationale d'évaluation du secteur agricole par la Commission Permanente « Agriculture et Sécurité alimentaire ».....p.6
- Formation en nutrition animale, gestion de pâturages, techniques de fabrication de foins, d'ensilages et de blocs à lécher.....p.7
- Validation de la version actualisée du PANA.p.8

Marche de sensibilisation et lancement de la campagne de reforestation dans la localité de Voldrogue, 1ere section communale de Jérémie, Grand'Anse.

Commémoration de la Journée Mondiale de Lutte contre la désertification et la sécheresse en Haïti

Sous les auspices du Ministère de l'Environnement (MDE) et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la **Journée Mondiale de Lutte contre la Désertification et la Sécheresse**, a été commémorée le 17 juin 2017, dans le Département de la Grand'Anse.

« Citoyens et Citoyennes, joignons nos efforts pour protéger l'Environnement », tel a été le thème retenu pour la commémoration de ladite journée cette année. Pour l'occasion, la Directrice Générale du Ministère de l'Environnement (MdE), Mme. Nicole Yolette ALTIDOR, *et le* Représentant de la FAO en Haïti, M. Nathanaël HISHAMUNDA, se sont rendus dans le Département de la Grand'Anse pour participer à une marche verte de sensibilisation et au lancement d'une campagne de reforestation.

En présence de plusieurs dizaines de jeunes écoliers, d'élèves et de membres d'Organisations Communautaires réunis au Complexe Administratif de Jérémie, la Directrice Générale du MdE, Mme. ALTIDOR, a souligné, dans son discours de lancement des activités, la nécessité de lutter contre la désertification, ce phénomène climatique aux incidences néfastes sur les plans socio-économiques et environnementaux.

Le Représentant de la FAO en Haïti, Dr. Nathanael HISHAMUNDA, a signalé, pour sa part, que l'Organisation accompagne le Gouvernement Haïtien dans la planification et la mise en œuvre d'initiatives de gestion durable et de restauration des terres, à travers, notamment, des actions agroforestières.

De son coté, Sylmatha PIERRE, Mairesse de la Commune de Jérémie, a rappelé aux jeunes et à la communauté de Voldrogue, la nécessité de protéger et d'assurer le suivi des plantules mises en terre.

Par ailleurs, la **Journée Mondiale de Lutte contre la Désertification et la Sécheresse** a été marquée par la réalisation d'une marche verte de sensibilisation et de lancement d'une campagne de reforestation, à la première section communale de Basse-Voldrogue, Commune de Jérémie. Un total de 4.000 plantules d'arbres fruitiers et forestiers a été mobilisé pour la journée, dont des : cacaoyers, cèdres, acajous, acacia, arbres à pin, citrus, entre autres.

La Directrice Générale du MdE et le Représentant de la FAO, escortés de plusieurs centaines de personnes, dont des écoliers, des femmes allaitantes, des jeunes étudiants, des vieillards, ainsi que des membres d'organisations communautaires de base, ont procédé à une mise en terre symbolique de plantules d'arbres fruitiers et forestiers.

La célébration de cette journée s'est inscrite dans le cadre du projet **« Action contre la désertification**

dans la Grand'Anse », financé par l'Union Européenne (avec un co-financement du Département Britannique pour le Développement International, DFID) et piloté par le Ministère de l'Environnement, avec l'assistance technique de la FAO.

Ce projet, initié en mars 2015, a pour principal objectif de restaurer les terres arides et dégradées, et d'atténuer les effets néfastes de la dégradation des terres et de la désertification sur les systèmes sociaux, économiques et environnementaux dans 5 communes de la Grand'Anse (Abricot, Bonbon, Dame-Marie, Jérémie et Moron).

Validation du Plan d'Actions de la Politique Semencière et de l'Avant-Projet de Loi semencière

Session de travail des Cadres participant à l'atelier.

Dans le but d'orienter la mise en œuvre de la Politique Semencière Nationale et de réguler le sous-secteur semencier, le *Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural* (MARNDR), avec l'appui technique de la FAO a réalisé au cours du mois de mai 2017, un Atelier de validation du Plan d'action quinquennal de mise en œuvre de la Politique semencière et de l'Avant-Projet de Loi semencière.

Dans leurs propos respectifs, le Ministre de l'Agriculture, M. Carmel André BELIARD et le Représentant de la FAO en Haïti, Dr. Nathanael HISHAMUNDA, tout en saluant l'implication des acteurs du sous-secteur semencier dans l'élaboration du Plan d'action de la politique semencière et de l'Avant-Projet de Loi semencière, ont affirmé, entre autres, que la mise en place d'un cadre normatif fonctionnel pouvant réguler le sous-secteur semencier demeure une nécessité impérieuse pour le pays.

« En effet, la validation et la mise en œuvre du Plan d'Action de la Politique semencière du pays permettront de jeter les bases pour la production de semences et de plants de bonne qualité à l'échelle nationale, au cours des cinq prochaines années », a signalé le Ministre de l'Agriculture, M. BELIARD.

M. HISHAMUNDA a signalé que ces instruments politiques et juridiques sont primordiaux dans le processus de développement d'une filière semencière efficace et durable, ce qui aura pour conséquence directe, l'augmentation de la production agricole et l'amélioration de la sécurité alimentaire dans le pays.

Création d'un Front Parlementaire contre la Faim en Haïti

A l'initiative de la Commission Permanente **« Agriculture et Sécurité Alimentaire »** de la Chambre des Députés, avec l'assistance technique de la FAO, une journée de réflexion sur la création d'un Front Parlementaire contre la Faim (FPF) s'est déroulée en mai 2017.

Le Représentant de la FAO, Dr. Nathanael Hishamunda, accompagné de l'Honorable Député Tanis Tertius, lors de la journée de réflexion.

Animée par l'Ambassadrice Spéciale "Faim Zéro" de la FAO pour l'Amérique Latine et les Caraïbes, Mme. Guadalupe VALDEZ, cette journée de réflexion a réuni 22 Honorables Députés, et s'est portée essentiellement sur les questions relatives

aux processus et mécanismes de création d'un Front Parlementaire contre la Faim.

A travers les échanges tenus avec l'Ambassadrice VALDEZ, les 22 Députés participants, ont pu prendre connaissance, non seulement des différentes étapes liées à la création d'un Front Parlementaire contre la Faim, mais aussi des éléments relatifs à sa composition, son mandat, ses objectifs, sa structure, son statut juridique, sa légitimation au sein du Corps Législatif, entre autres.

Le Représentant de la FAO, participant à cette journée, a signalé aux Honorables Députés que la lutte contre la faim requiert une approche de gouvernance multisectorielle, incluant non seulement les pouvoirs publics, les agents économiques, les organisations de la société civile, mais plus particulièrement les pouvoirs législatifs, étant donné leur rôle dans la formulation des lois et l'allocation de ressources.

L'Honorable Député Tanis TERTIUS, Président de la Commission Permanente « Agriculture et Sécurité Alimentaire », instigatrice de la journée, a clôturé la journée en disant compter sur l'appui technique de la FAO en vue de la mise en place du Front Parlementaire contre la Faim en Haïti, à l'instar d'autres pays de la région.

Réalisation d'un Atelier national sur la Communication pour le Développement

Un Séminaire national sur les Services de Communication pour l'Agriculture Familiale Résiliente en Haïti » et un Atelier national sur la « Communication pour l'Agriculture Familiale Résiliente et le Développement Rural » ont été organisés en Haïti respectivement, le 31 mai et les 1er et 2 juin 2017.

Les Ministères de l'Agriculture (MARNDR) et de l'Environnement (MdE), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et la *Sosyete Animasyon ak Kominikasyon Sosyal* (SAKS), ont été les principaux instigateurs de ces deux évènements, réalisés avec l'appui financier de l'Association Mondiale des Radios Communautaires (AMARC) et du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM).

Le Séminaire sur les Services de Communication Rurale pour l'Agriculture Familiale Résiliente en Haïti a réuni plus de 50 Cadres des Ministères de l'Agriculture (MARNDR) et de l'Environnement (MdE), de la FAO, de la SAKS, de l'ONU Femmes, du PNUD, de l'UEH ainsi que du Conseil National des Télécommunications (CONATEL).

En plus de permettre le partage des résultats et des recommandations de l'étude sur la Communication en milieu rural et l'Agriculture familiale résiliente en Haïti, réalisée par la SAKS, ce séminaire a également contribué à la création d'un espace de dialogue entre les entités publiques et communautaires concernées par la Communication rurale.

En ce qui a trait à la tenue de l'Atelier national sur l'approche Communication pour le Développement, un total de 28 Cadres du MARNDR, du MdE, de la SAKS et de la FAO y a pris part. Les Cadres participants ont été formés sur l'importance de cette approche Communicationnelle appliquée au développement rural, à l'agriculture familiale et au renforcement de la résilience en Haïti. Ces derniers ont eu l'occasion de travailler sur la formulation de Stratégies de Communication pour le

Session de travail des Cadres participant à l'atelier.

Développement appliquées à leurs secteurs d'activités respectifs.

Au terme de l'atelier notamment, les participants ont formulé les principales recommandations suivantes :

- Mettre en place d'un « Comité de suivi » afin de réfléchir sur la création d'une plateforme collaborative et participative composée de différents acteurs concernés ;
- Promouvoir des activités d'apprentissage collaboratif, de vulgarisation et de diffusion de connaissances et d'innovations susceptibles de renforcer les capacités des institutions publiques, des organisations locales et des radios communautaires ;
- Appuyer l'élaboration et la mise en œuvre de plans locaux de Communication pour le Développement en utilisant les moyens de communication disponibles en milieu rural (les radios communautaires et les TIC) ;
- Développer un programme technique de coopération pour la mise en place des actions proposées.

Valorisation des filières manioc et arachide dans le Nord-Est d'Haïti

La FAO, en étroite collaboration avec la Direction Départementale Agricole du Nord-Est (DDA-NE) du Ministère de l'Agriculture (MARNDR), appuie les groupements de producteurs et de productrices agricoles dans la valorisation des filières manioc et arachide dans le cadre du projet « Amélioration de la sécurité alimentaire dans le Nord-Est », financé par l'Union Européenne.

Ce projet a permis de mettre en place 78 Champs Ecoles Paysans (CEP), soit un total de 1.560 agriculteurs et agricultrices regroupés en association, pour développer des activités dans différentes filières agricoles. Sur les 78 CEP créés, 46 sont spécialisés en stockage, séchage et transformation du manioc et de l'arachide. Le volet transformation constitue une réelle valeur ajoutée pour les producteurs et productrices agricoles bénéficiaires.

Durant ses 4 années d'activités, le projet a appuyé chaque CEP à réaliser différents produits dérivés du manioc et de l'arachide (*Norga, Chanmchanm, Beurre d'arachide, Carapinia, Tablette, entre autres*) qui ont permis aux producteurs agricoles d'augmenter les revenus générés tout au long des chaines de valeur. C'est le cas du *Chanmchanm* (150g) et du *Norga* (220g), générant respectivement jusqu'à 40 et 60% de marge de profit.

Dans la filière du manioc, les CEP produisaient de la cassave traditionnelle de 1,10 m de diamètre, avant la mise en œuvre du projet. Avec les nouvelles pratiques et techniques de transformation introduites par le projet, les CEP sont parvenus à produire des cassaves enrichies et conditionnées en des paquets de 25 à 1.400 g. Cela a permis de doubler le taux de marge de profit généré dans la transformation du manioc.

Quatre Communes du Département du Nord-Est, dont Ouanaminthe, Fort-Liberté, Ferrier et Capotille, bénéficient de ce projet. La FAO et l'UE viennent en appui à la Direction Départementale Agricole du Nord-Est pour l'exécution de ce projet dont l'objectif principal consiste en l'amélioration de la sécurité alimentaire dans le Département du Nord-Est par la création d'opportunités viables et durables en faveur de l'agriculture familiale, et l'amélioration des conditions nutritionnelles et sanitaires des ménages.

© FAO/Pierre N. DUPENOR

Les membres des CEP de transformation et de commercialisation exposant leurs produits transformés.

Appui aux groupements de pêcheurs affectés par l'ouragan Matthew dans le Grand Sud

La FAO et la Coopération Belge au Développement, en étroite collaboration avec le Ministère de l'Agriculture (MARNDR), apportent une assistance technique et matérielle aux pêcheurs et commerçantes de poisson affectés par l'ouragan dans le Grand Sud, à travers le projet « Protection, réhabilitation et diversification des moyens d'existence des populations affectées par l'ouragan Matthew en Haïti».

Ce projet, ciblant 2.500 pêcheurs et femmes faisant le commerce du poisson dans 21 communes côtières du Grand Sud, a lancé, la première semaine du mois de mai 2017, les opérations de distribution des matériels de pêche à Saint Jean du Sud, l'une des communes de la côte Sud sévèrement affectées.

Les groupements de pêcheurs recevant le lot de matériels et équipements de pêche.

Plusieurs dizaines de pêcheurs et commerçantes de poisson membres de la Coordination des Organisations des Pêcheurs de Saint Jean du Sud (COPESS) étaient présents pour recevoir ces matériels de pêche. Samedi Pierre Dieulifaite, Coordonnateur de COPESS, a invité les membres de l'association à prendre soin de ces matériels, tout en saluant le Ministère de l'Agriculture et la FAO pour cette assistance.

Dans les 21 communes côtières ciblées par le projet, outre les activités de distribution de matériels de pêche, des sessions de formation aux groupements de pêcheurs seront réalisées pour la mise en place, la gestion et l'entretien des Dispositifs de Concentration de Poissons (DCP), ainsi que la gestion et l'entretien des moteurs, des bateaux et du matériel de pêche. Parallèlement, des ateliers de réparation de bateaux et de moteurs à l'attention des groupements de pêcheurs seront organisés, ainsi que des formations sur la Gestion de Risques et Désastres en mer.

Appui à la réalisation de la tournée nationale d'évaluation du secteur agricole par la Commission Permanente « Agriculture et Sécurité alimentaire »

La FAO en Haïti a accompagné la tournée nationale réalisée par la Commission permanente « Agriculture et Sécurité alimentaire » de la Chambre des Députés, durant les mois de mars et d'avril, dans certains Départements du Pays pour s'enquérir de la situation du secteur agricole.

Dans le Grand Sud, la Commission, coordonnée par l'Honorable Député Tanis TERTIUS, lors de sa visite, a pris connaissance des activités réalisées par les organisations intervenant dans le secteur agricole, et rencontré les différents acteurs afin de recueillir leurs besoins et doléances. Les Parlementaires ont eu l'occasion d'échanger avec les Directeurs Départementaux Agricoles (DDA), les Directeurs des Bureaux Agricoles Communaux (BAC), les Organisations locales et internationales, entre autres.

Des activités appuyées par la FAO, dont certains des 98 Champs Écoles Paysans (CEP), les groupements de femmes travaillant dans la production maraîchère, et les 19 Groupements de Production Artisanale de Semences (GPAS), ont été visitées par la Commission.

Le Représentant de la FAO en Haïti, Dr. Nathanael Hishamunda, et le Directeur Départemental Agricole du Nord-Est, Eric Auguste, accompagnant la Commission Permanente « Agriculture et Sécurité Alimentaire lors de sa visite à Capotille, Nord-Est.

Les échanges de la Commission Parlementaire avec les groupements d'agriculteurs ont révélé des besoins en termes d'irrigation. A ce titre, la FAO, en appui à la Direction Départementale du Sud, a lancé des activités de nettoyage et de curage des canaux des périmètres irrigués dans la Grand'Anse et le Sud, ensablés par l'ouragan.

À la fin du mois d'avril, la Commission a poursuivi sa tournée dans le Département du Nord-Est où, en plus de ses échanges avec les acteurs évoluant dans le secteur agricole dudit Département, elle a visité tour à tour des Champs Écoles Paysans (CEP), des activités de stockage, de transformation et de commercialisation de manioc et d'arachide, d'agriculture de conservation, de production aquacole, de production fourragère et laitière (laiterie d'Ouanaminthe).

Formation en nutrition animale, gestion de pâturages, techniques de fabrication de foins, d'ensilages et de blocs à lécher

Du 22 au 26 mai 2017, une semaine de formation a été organisée dans la Commune de Gressier, dans le cadre du Projet « Amélioration de l'Agriculture Familiale par le Renforcement de la Filière Lait en Haïti », piloté par le Ministère de l'Agriculture (MARNDR) avec l'appui technique de la FAO.

Cette formation sur la nutrition animale avait pour principal objectif de renforcer les capacités des Cadres de la Direction de Production Animale dudit Ministère en gestion de pâturages et maîtrise des techniques de fabrication et de conservation de foins, d'ensilage et de blocs à lécher.

Les participants lors des exercices de fabrication de blocs à lécher.

Patu Shang, Spécialiste en technologie laitière et Coordonnatrice principale du projet, et Pedro Diaz Rodriguez, Consultant de la FAO en nutrition animale et production fourragère, ont animé cette session de formation technique.

Les seize (16) participants ont exprimé leur satisfaction quant à la méthodologie adoptée par les formateurs pour la transmission des

connaissances, et les séances pratiques réalisées, utilisant des matériaux disponibles sur le marché haïtien.

À la fin de l'atelier, le Ministère de l'Agriculture et la FAO ont renouvelé leur engagement à mettre en œuvre des actions concertées visant le développement de la filière-élevage, à travers le renforcement des capacités des Cadres et la promotion de bonnes pratiques d'élevage adaptées aux Changements Climatiques.

Validation de la version actualisée du PANA

Les Ministères de l'Environnement (MdE) et de l'Agriculture (MARNDR), en étroite collaboration avec la FAO, ont organisé le 20 juin 2017, un Atelier de validation de la version actualisée du Plan d'Actions National d'Adaptation aux Changements Climatiques (PANA).

L'actualisation de ce document s'est avérée essentielle pour la mise en œuvre de politiques publiques nationales adaptées aux nouveaux défis du pays face aux changements climatiques, dans la perspective de réduire le niveau de vulnérabilité en la matière.

Cet atelier a réuni des Cadres des Ministères de l'Environnement (MDE) et de l'Agriculture (MARNDR), et de la FAO, dans le cadre du projet « Renforcement de la résilience aux changements climatiques et réduction des risques de catastrophes en agriculture pour améliorer la sécurité alimentaire en Haïti après le séisme », financé par le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM). Il a permis d'aboutir aux conclusions suivantes :

- Intégration du PANA dans : la « Contribution Déterminée au niveau National (CDN) », la Politique Nationale sur les Changements Climatiques (PNCC) et le Plan National d'Adaptation (PNA) ;
- Finalisation du document du PANA avant la fin du mois de juillet 2017, en vue de son approbation officielle et sa mise en œuvre par le MdE.

La mise en œuvre du PANA, est tributaire de l'engagement du Gouvernement Haïtien, ainsi que de l'appui des partenaires techniques et financiers.

Les Cadres participant à l'atelier.

Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture

Représentation de la FAO en Haïti
16, rues A. Holly & Debussy – HT6114 / B.P. 13225 (Delmas)
PORT-AU-PRINCE, HAÏTI
E-mail: FAO-HT@fao.org / Site web: http://www.fao.org/haiti/fr/
Tel: (509) 29 41 03 11 / 29 41 03 16

© FAO, 2017 / Job Number: I7591FR/1/07.17